# Gazette du Saimiri

Bulletin d'information du PREFOB Guyane - Septembre à décembre 2010 n° 8

## Édito

## Trois missions prioritaires : illettrisme, jeunesse et lutte contre les discriminations

*par Ambroise Devaux, Sous-préfet à la cohésion sociale et à la jeunesse*

Les États généraux de l'Outre-mer et le conseil interministériel qui a suivi en novembre 2009 a tracé les grandes lignes des politiques à mener dans les départements ultramarins. C'est à ce titre qu'ont été nommés dans les quatre DOM et à Mayotte, des Sous-préfets à la cohésion sociale et à la jeunesse. Si tous les secteurs sont concernés par les mesures transmises à travers une feuille de route par le ministère de l'Outre-mer, trois priorités ont été voulues par le gouvernement.

La première, la lutte contre l'illettrisme, apparaît comme une première cause d'exclusion dans nos sociétés. Lutter contre l'illettrisme c'est prendre en compte les réalités des territoires et ici, le sujet est complexe car on ne peut parler d'un contexte mais de plusieurs contextes liés à ce multiculturalisme qui caractérise la Guyane. Parvenir à diminuer de moitié sur 5 ans le taux d'illettrisme entre l'Outre-mer et la métropole, est certes ambitieux, mais c'est aussi nécessaire si on veut agir en faveur de la cohésion sociale. En s'appuyant sur le réseau PREFOB, on peut encore renforcer les actions. L'adhésion récente du Rectorat à l'accord cadre du PREFOB et l'accord en cours avec la CAF Guyane viennent élargir les publics ciblés. Parmi les actions phares qui devront être menées, un accent tout particulier doit être mis sur la petite enfance avec, par exemple, la mise en place de structures d'accueil et de socialisation qui font cruellement défaut.

La deuxième mission prioritaire concerne la jeunesse. 50 % de la population a moins de 25 ans et c'est un atout pour la Guyane. Encore faut-il donner à ces jeunes les moyens et les clés pour se former, s'insérer, travailler. C'est donc un axe majeur sur lequel nous allons travailler avec des projets d'envergure, comme les Internats d'excellence. L'Académie de la Guyane fait partie des départements retenus pour la création de ces établissements. De fait, d'ici la rentrée 2011, ce ne sont pas moins de 200 places qui seront ouvertes à Maripasoula et Rémire-Montjoly pour accueillir des lycéens méritants. Autres axes à prioriser : la labellisation de l'École de la deuxième chance ou encore la multiplication sur le territoire des structures de type «École des parents». Il semble, à mes yeux, effectivement nécessaire d'associer les parents à l'éducation des enfants. Agir en faveur de la parentalité est une des clés de la réussite scolaire des enfants.

Troisième mission : la lutte contre les discriminations avec un accent mis sur les discriminations du fait de l'orientation sexuelle. Là encore, le partenariat et le tissu associatif existant sont la clé de voûte sur laquelle nous pourrons appuyer notre action. Un premier séminaire est programmé à destination des personnels de la fonction publique avec, à terme, un élargissement du propos à d'autres secteurs. L'idée de l'ouverture d'un numéro vert, lieu d'écoute et d'orientation, est actuellement à l'étude.

Les trois missions prioritaires qui m'ont été dévolues ne pourraient être menées sans le partenariat de tous. En tant que chargé de mission, je joue le rôle d'assemblier, d'impulseur des initiatives. Que ces initiatives émanent des services de l'État, des collectivités territoriales, d'associations ou de privés, elles trouveront toutes écoute et attention. Parce que les besoins ici sont considérables et qu'il faut, avant toute chose donner plus de lisibilité aux différentes problématiques, la coordination et la mutualisation des moyens sont indispensables.

# Sommaire

**Edito**
Trois missions prioritaires par Ambroise Devaux, Sous-préfet à la cohésion sociale et à la jeunesse.....page 1

**Infos en bref...**
.....page 2

**Dossier**

***« Europe et compétences de base»***
Des clés pour un développement harmonieux.....pages 3 et 4
FSE en Guyane.....page 4
Les huit compétences clés.....page 5

***« Travailler & Apprendre »***
La filière pêche en formation.....pages 6 et 7

***« Savoirs & Cultures »***
Actions d'éducation à l'environnement .....pages 8 et 9

***Réseau PREFOB***
Pôle Emploi
.....pages 10 et 11

**Contacts**
.....page 12

**Infos en bref...**
.....page 12

**Le site du trimestre...**
.....page 12

**PREFOB GUYANE**

Kaleda Centre régional de ressources
32 bis, rue du Lieutenant Becker
BP 296
97324 Cayenne Cedex
Tél. 05 94 31 83 68
Mail : kaleda-florence@orange.fr
Directrice de la publication : Florence Foury
Conception : Carole Le Gall Darcissac
Images Vidéo
Mail : carole.darcissac@wanadoo.fr
Illustrations : Olivier Copin
Dépôt légal : à parution

Bulletin réalisé grâce au soutien des Fonds Européens

# Infos en bref...

## Se mobiliser pour prévenir l'illettrisme.

Partenaire du PREFOB depuis quelques mois, le Rectorat de Guyane a organisé, sous l'égide du Ministère de l'Éducation nationale et de l'Agence Nationale de Lutte contre l'Illettrisme, les Assises académiques pour la prévention de l'Illettrisme.

Cette manifestation s'est tenue le mercredi 1er décembre 2010 au grand auditorium de la mairie de Rémire-Montjoly.

Mme Florence Robine, Recteur de l'académie a appelé l'ensemble des acteurs concernés à se joindre à l'Éducation nationale pour une action partenariale et concertée auprès des enfants et des jeunes et surtout des familles : « *L'école n'est plus, si elle ne l'a jamais été, un sanctuaire isolé du reste de la société, où l'enfant se dépouillerait de tous les problèmes vécus à l'extérieur et de toutes leurs représentations de l'école, pour constituer un individu neutre prêt à acquérir des savoirs.* »

M. le Préfet, Daniel Ferey, a rappelé que le contexte de la Guyane oblige à une mobilisation de tous, car l'accès aux savoirs de base est un enjeu pour la République car la maîtrise de l'écrit est indispensable à l'exercice de la vie citoyenne. Il a rappelé les actions en cours (PREFOB, Internat d'excellence, plate-forme du décrochage scolaire) et a annoncé les projets à venir en 2011 avec le Rectorat : le plan de relance de Bibliothèque et Centre Documentaire (BCD) et de la prise en compte des abonnements à internet des établissements scolaires de Maripasoula.

Toute la journée, les quelque 200 participants ont pu avoir un panorama des diverses actions d'éducation et de formation de base menées auprès des adultes et des jeunes et des dispositifs de l'Éducation nationale pour l'aide aux élèves en difficulté. Un focus a été fait sur l'action de la Mission générale d'insertion, sur le dispositif innovant des intervenants en langue maternelle et sur la formation des enseignants au français langue seconde.

Enfin, M. Gérard Chauveau, chercheur à l'INRP est intervenu sur les difficultés de lecture des élèves du CP. Il était également présent pour implanter dans notre académie les clubs « *Coup de pouce* » qui aident les enfants en difficulté d'apprentissage de la lecture au CP.

L'ensemble des participants ont montré un grand intérêt pour cette journée d'échange et de rencontres, qui concrétise une mobilisation importante autour de l'enjeu primordial pour le développement de la Guyane qu'est l'accès de tous à l'éducation de base.

DOSSIER

# Europe et compétences de base

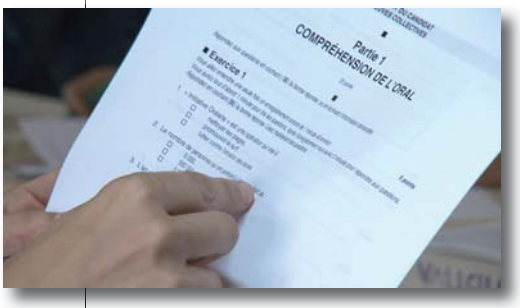
## Des clés pour un développement harmonieux

**Dans nos sociétés européennes où l'école est obligatoire, les compétences clés devraient être acquises par tous. Ce n'est, de toute évidence pas le cas, les chiffres sur l'illettrisme sont suffisamment parlants pour comprendre l'ampleur du problème. Savoir lire, écrire, compter sont des savoirs de base essentiels pour s'insérer dans la société et nos dirigeants doivent se donner les moyens d'offrir à tous, surtout aux publics les plus fragiles et les plus démunis, l'accès à la formation tout au long de la vie. Ces principes fondamentaux sont développés par l'Union Européenne à travers les différentes instances qui œuvrent en faveur de l'éducation. Éduquer les populations, c'est aussi donner aux pays les moyens d'un développement économique équitable et durable.**

Selon la définition de l'OCDE, « l*e capital humain recouvre les connaissances, les qualifications, les compétences et les autres qualités d'un individu qui favorisent le bien-être personnel, social et économique.* » Ce capital humain est un des facteurs qui favorise la croissance économique. Les pays ayant des niveaux d'éducation élevés s'enrichissent plus et ont une tendance à dépenser plus pour l'éducation. L'histoire l'a prouvé : les pays comme l'Allemagne et les Etats-Unis qui ont, à la fin du XIX[e] favorisé l'enseignement de masse ont connu une forte croissance. Selon ce constat les pays qui ne peuvent ou ne veulent favoriser l'émergence du capital humain à travers l'éducation, voient leur chance de parvenir à un niveau économique satisfaisant très faible.

Généralement le bon niveau d'éducation se transmet de génération en génération et les familles les plus défavorisées sont, de ce fait, les plus fragiles et les plus démunies face à l'enseignement. Qu'elles soient issues des pays en voie de développement où l'éducation n'est pas la priorité des gouvernants ou de communautés vivant dans les pays industrialisés mais qui n'ont pas pour des raisons diverses eu la possibilité d'acquérir les savoirs de base indispensables à une insertion sociale et professionnelle.

Tous les pays européens ont, au cours des dernières décennies, pris conscience de l'importance de l'éducation. Chacun, en fonction des situations ou des spécificités qui lui sont propres, a mené des politiques à destination des plus démunis. Si chaque pays membre mène sa propre politique de lutte contre l'illettrisme, source d'exclusion, la Communauté européenne a souhaité, à travers notamment les travaux menés dans le cadre du réseau européen des Conseils de l'Éducation (EUNEC), offrir un cadre de référence. L'idée directrice est que personne, dans nos sociétés, ne soit laissé pour compte et que chaque pays, chaque secteur, chaque localité puisse mettre en place des objectifs et des critères qui soient réalistes dans son propre contexte, tout en visant les mêmes finalités.




### Huit compétences indispensables

La première étape a consisté à définir qu'elles pouvaient être les bases indispensables requises. L'EUNEC a ainsi proposé la définition de ce qu'est une compétence : « *c'est la capacité prouvée d'effectuer une tâche ou une opération conformément à une norme prédéterminée. Afin d'être compétent, il est nécessaire de posséder différents genres de compétences dans une situation de travail ou d'étude. Celles-ci incluent des compétences cognitives, des compétences fonctionnelles ou méthodologiques (aptitude ou savoir-faire), des compétences personnelles et des compétences éthiques.* »

L'Union Européenne a ainsi déterminé huit compétences clés définies comme un ensemble de connaissances, d'aptitudes et d'attitudes appropriées au contexte (voir page 5). Ces huit compétences sont nécessaires pour que chaque individu puisse s'épanouir dans la société. Ce cadre de référence

DOSSIER

# Europe et compétences de base

Des compétences de base transmises en Guyane à travers les actions du PREFOB

européen est un outil à destination des pays membres. Charge à chaque état de le mettre en corrélation avec ses propres programmes établis en fonction des contextes. Bien évidemment, parce que nos sociétés sont en perpétuelle mouvance il est indispensable que ces compétences puissent évoluer et s'adapter à de nouveaux contextes.

L'idée est de permettre aux États membres de s'appuyer sur ce cadre de référence pour adapter l'enseignement de base et la formation initiale, la formation professionnelle et continue des adultes et, d'une manière plus générale les politiques menées pour l'apprentissage tout au long de la vie. En sortant du système scolaire tout jeune doit détenir les compétences clés indispensables et ces compétences pourront être confirmées et approfondies grâce aux actions de formation qui seront menées dans le cadre d'un apprentissage tout au long de la vie.

## Cibler les publics fragilisés

Une attention particulière a été voulue pour les publics les plus fragilisés pour lesquels, parce qu'ils sont souvent peu ou pas qualifiés il existe un réel danger à ne pas être aptes à travailler dans les entreprises où la connaissance prime. Personnes plus âgées, populations migrantes, personnes ayant quitté le système scolaire prématurément ou n'ayant pas acquis les connaissances de base, les détenus, les personnes privées de leurs droits sociaux... La liste des publics fragilisés est longue et il est impératif de mener des actions à leur encontre avec, en tout premier lieu, l'obligation de leur faire comprendre l'importance de l'apprentissage tout au long de la vie.

L'OCDE, dans son rapport *Du bien-être des Nations* écrit : « *nombreux sont ceux qui considèrent que le rendement non économique de la formation, sous forme d'une amélioration du bien-être individuel et de la cohésion sociale, est aussi important que son effet sur les revenus du travail et sur la croissance économique.* » L'enjeu est donc bien là : offrir à tous les moyens d'un réel épanouissement et donc d'un mieux vivre ensemble. Ainsi, les pays, en s'appuyant sur des bases stables et cohérentes où la cohésion sociale est une réalité peuvent asseoir un réel développement économique profitable à chaque individu.

## Des objectifs prioritaires pour la Guyane

Dans le cadre de sa politique de cohésion, le Conseil de l'Europe, pour la période 2007-2013, a souhaité renforcer la cohésion économique et durable afin de favoriser un développement harmonieux, équilibré et durable des régions de l'Union européenne. Pour les trois dispositifs que sont le FEDER, le FSE et le Fonds de cohésion, des objectifs prioritaires ont été fixés notamment l'objectif « Convergence », qui concerne, en France, les quatre DOM (Guyane, Martinique, Guadeloupe et Réunion).

L'objectif « Convergence » vise à accélérer la convergence des États membres et des régions les moins développés par l'amélioration des conditions de croissance et d'emploi. Les domaines d'action seront le capital physique et humain, l'innovation, la société de la connaissance, l'adaptabilité aux changements, l'environnement et l'efficacité administrative. Il sera financé par le Fonds européen de développement régional (FEDER), le Fonds social européen (FSE) et le Fonds de cohésion.

L'acquisition des savoirs de base entre directement dans les objectifs du Conseil de l'Europe, et par le biais du Fonds social européen, qui représente pour la Guyane 100 millions d'euros, les actions menées au sein du PREFOB sont ainsi financées. Les quatre objectifs visés par le programme opération du FSE sont les suivants :

• L'accès à la formation et à l'emploi (qualification des jeunes et des demandeurs d'emploi, adaptation des formations aux besoins du marché du travail, centres d'orientation professionnelle) ;

• L'adaptation des travailleurs et des entreprises (qualification des salariés, notamment des TPE/PME et dans les secteurs à forte valeur ajoutée) ;

• La cohésion et l'inclusion sociale par la lutte contre les discriminations (réduction de l'exclusion sociale, lutte contre l'abandon scolaire et formation tout au long de la vie, promotion de la diversité culturelle) ;

• Le développement du partenariat et de la mise en réseau des acteurs sociaux et le renforcement des capacités institutionnelles.

DOSSIER

# Europe et compétences de base

## Les huit compétences clés indispensables

**Elles ont été définies par le Parlement européen et le Conseil de l'union européenne et sont organisées en quatre grands groupes : les savoirs, le savoir-faire et le savoir-être et les compétences transversales. Elles ouvrent les portes à l'épanouissement de chaque individu dans nos sociétés en mutation constante.**

*La communication dans la langue maternelle* est la faculté d'exprimer et d'interpréter des concepts, pensées, sentiments, faits et opinions oralement et par écrit (écouter, parler, lire et écrire), et d'avoir des interactions linguistiques appropriées et créatives dans toutes les situations de la vie sociale et culturelle.

*La communication en langues étrangères* implique, au-delà des mêmes compétences de base que celles de la communication dans la langue maternelle, la médiation et la compréhension des autres cultures. Le degré de maîtrise dépend de plusieurs facteurs et des capacités à comprendre, à s'exprimer, à lire, à écrire..

*La compétence mathématique et les compétences de base en sciences et technologies.* La compétence mathématique est l'aptitude à développer et appliquer un raisonnement mathématique en vue de résoudre divers problèmes de la vie quotidienne, l'accent étant mis sur le raisonnement, l'activité et le savoir.

Les compétences de base en sciences et technologies renvoient à la maîtrise, à l'emploi et à l'application des connaissances et méthodologies servant à expliquer le monde de la nature. Elles supposent une compréhension des changements liés à l'activité humaine et à la responsabilité de tout individu en tant que citoyen.

*La compétence numérique* implique l'usage sûr et critique des technologies de la société de l'information (TSI) et donc, la maîtrise des technologies de l'information et de communication (TIC).

*Apprendre à apprendre* est une compétence liée à l'apprentissage, à la capacité à entreprendre et organiser soi-même un apprentissage à titre individuel ou en groupe, selon ses propres besoins, à avoir conscience des méthodes et des offres.

*Les compétences interpersonnelles, interculturelles et sociales et les compétences civiques* renvoient aux compétences personnelles, interpersonnelles et interculturelles ainsi qu'à toutes les formes de comportement d'un individu pour participer de manière efficace et constructive à la vie sociale et professionnelle.

La compréhension des codes de conduite et des usages des différents environnements dans lesquels l'individu évolue est essentielle. Par ses compétences civiques, notamment sa connaissance des notions et structures sociales et politiques (démocratie, justice, égalité, citoyenneté et droits civils), un individu peut assurer une participation civique active et démocratique.

*L'esprit d'initiative et d'entreprise* consiste en la capacité de passer des idées aux actes. Il suppose créativité, innovation et prise de risques, ainsi que la capacité de programmer et de gérer des projets en vue de la réalisation d'objectifs. L'individu est conscient du contexte dans lequel s'inscrit son travail et est en mesure de saisir les occasions qui se présentent.

Il est le fondement de l'acquisition de qualifications et de connaissances plus spécifiques dont ont besoin tous ceux qui créent une activité sociale ou commerciale ou qui y contribuent. Cela devrait inclure la sensibilisation aux valeurs éthiques et promouvoir la bonne gouvernance.

*La sensibilité et l'expression culturelles* qui impliquent la conscience de l'importance de l'expression créatrice d'idées, d'expériences et d'émotions sous diverses formes (musique, arts du spectacle, littérature et arts visuels).

Le cadre commun de travail du PREFOB Guyane s'appuie sur la définition des compétences de base proposée par l'UNESCO. Bien que la formulation et l'organisation des compétences diffèrent, le cadre de référence de l'UNESCO et le cadre de référence européen sont convergents.

D'une part le contexte multilingue de la Guyane, nous amène à interpréter différemment les compétences en langue maternelle et en langue étrangère, sachant qu'environ un tiers des usagers de nos formations parlent au moins trois langues.

D'autre part, le réseau PREFOB Guyane comprend dans la formation de base et met l'accent sur le développement des compétences interpersonnelles, interculturelles et sociales et les compétences civiques, de l' « *Apprendre à vivre ensemble* » car la communication interculturelle et la cohésion sociale sont des objectifs prioritaires pour la Guyane.

# Travailler et Apprendre

## La filière Pêche, un secteur en formation

**L'Unité de Formation de Base de la Boutique de Gestion, suite à des demandes de deux entreprises de Guyane, la Cogumer et Unifipêche, a mis en place des formations à destination des salariés du secteur. Une première expérience aux savoirs de base pour cette filière économique de Guyane.**

Baptiste Labeyrie, responsable de formation à la BGE et coordinateur de l'UFB du PREFOB

«*La Cogumer a fait appel à notre UFB lorsqu'en bâtissant leur plan de formation, ils se sont aperçus que certains salariés ne maîtrisaient pas ou peu la langue française et avaient des difficultés en savoirs de base,*» explique Baptiste Labeyrie, coordinateur de l'UFB de la Boutique de Gestion. L'objectif de l'entreprise a donc été, au départ, de permettre aux membres du personnel qui le souhaitaient d'améliorer leurs connaissances en français tout en préparant le déménagement de l'usine et l'arrivée d'une nouvelle machine à l'horizon de 2012.

Environ une douzaine de salariés de la Cogumer sont ainsi concernés par la formation aux savoirs de base. « *Après l'évaluation diagnostic, nous avons tenté de mettre en place des sessions de formation spécifiques à l'entreprise. Mais face à l'impossibilité de réunir l'ensemble des salariés concernés au même moment, il a été décidé d'accueillir chacun des salariés dans des modules de formation existant à l'UFB. Chacun peut venir en fonction du rythme de la production. Une façon de répondre au plus près aux besoins de l'entreprise. Compte tenu de l'organisation de l'entreprise, la formation doit s'étaler dans le temps car l'entreprise est tenue de faire passer sa production avant la formation.* » Pour le coordinateur de l'UFB : « *On touche là aux limites des demandes des entreprises de formations ciblées et spécifiques car la volonté s'efface devant les priorités économiques de la production.* »

Dans le cas d'Unifipêche, la demande a été plus ciblée et en relation directe avec les besoins de l'entreprise. « *Alors que la législation française oblige les capitaines de pêche à être diplômés, en Guyane, la majorité d'entre eux, d'origine étrangère, ne le sont pas. Des dérogations administratives sont donc régulièrement octroyées par les Affaires Maritimes. Aujourd'hui, ces dérogations ne sont plus suffisantes car des documents sont à remplir pour chaque campagne de pêche, notamment le log book qui retrace la campagne de pêche avec la quantité de poissons ou de crevettes pêchés dans les zones déterminées, ou le livre de bord. Pour les remplir, ils utilisent des stratégies de contournement : lorsque les crevettes partent en soute congelées, elles sont stockées dans des casiers verts pèsant 7.5 kg et, à partir de là, les capitaines ou leurs seconds notent trois casiers de calibre 10/20, un casier de 20/30, etc. Sauf qu'en cas de contrôle, le gendarme maritime doit calculer lui-même les quantités.* »

L'évaluation menée à Unifipêche a concerné les dix-huit capitaines et une trentaine de seconds. « *Si on parvient à faire en sorte que les capitaines et les seconds soient les porte-parole dans l'entreprise, ils pourront aussi mobiliser les autres salariés.* »

A l'issue de la formation, les capitaines devront être à même de remplir les documents contractuels obligatoires. En se basant sur les méthodes jusque là utilisées, l'équipe de l'UFB a choisi de travailler, par exemple, sur la table 7,5. « *Ils vont apprendre à utiliser un tableau avec le nombre de casiers et le poids correspondant. Ils seront alors en capacité de noter le volume exact.* »

« *Avec cette mise en confiance dans le cadre de cette formation, il sera possible, pour certains capitaines, de suivre des formations plus poussées. Certains sont diplômés dans leur pays d'origine mais leurs diplômes ne sont pas reconnus en France.* » Situation ubuesque puisque, même s'ils suivent les formations, les capitaines ne pourront obtenir de diplôme car, en France, le ministère de la Pêche ne décerne des diplômes qu'à des personnes de nationalité française.

Autre objectif de la formation dispensée aux salariés d'Unifipêche : l'obtention du certificat de radiotéléphoniste. « *Tous les bateaux sont équipés de VHF et les pêcheurs savent transmettre un signal de détresse car, beaucoup sont anglophones et que le système international de communication est en anglais. Qu'ils soient relais ou émetteurs d'un signal de détresse, les capitaines ou leur second doivent respecter certaines règles et normalement, à terme, tous les membres d'équipage devraient être titulaires de ce certificat.*»

Après quatre mois d'évaluation, les formations proprement dites ont été organisées sur le site du port du Larivot. « *La formation porte sur une moyenne de 18 heures par stagiaire et est menée entre deux campagnes de pêche à raison de deux séances par semaine. Si, au départ, nous avons ressenti quelques appréhensions de la part de salariés qui craignaient de perdre leur travail s'ils ne parvenaient pas à réussir leur formation, ils ont compris l'intérêt de la démarche. Pour preuve, à l'issue des évaluations, et avant même le début des formations, les responsables de l'entreprise ont constaté les efforts faits pour mieux remplir les documents contractuels.* »

# A la COGUMER, onze salariés formés

**Jocelyn Médaille, responsable de l'entreprise a pris conscience de l'importance des savoirs de base, pour l'entreprise, mais également pour l'épanouissement personnel des salariés. La difficulté reste de concilier les intérêts économiques de l'entreprise avec les temps de formation.**

**Quelle a été votre démarche pour proposer à votre personnel des formations aux savoirs de base ?**

80% de notre personnel est d'origine étrangère : Haïtiens, Dominicains, Brésiliens, Surinamais… Lorsque nous leur donnions des consignes elles étaient quelquefois mal suivies. Nous nous sommes rendus compte que beaucoup d'entre eux avaient un problème avec le français. Nous leur avons demandé ce qu'ils souhaitaient faire en leur faisant des propositions de formation. Douze salariés ont été sensibilisés même si dans leur travail, ils n'en avaient pas forcément besoin car ils savent ce qu'ils ont à faire.

**Il y a déjà des retombées ?**

Oui. Je pense notamment à une personne qui avant signait d'un gribouillis sa feuille de présence et qui, aujourd'hui, signe de son prénom. Dans leur façon d'écrire, on voit aussi qu'ils sont moins hésitants. A partir du moment où on admet avoir des difficultés avec la langue française, il est plus facile de demander des explications car la première étape qui a été de reconnaître ses difficultés a été franchie. Ils ont vu aussi qu'ils n'étaient pas les seuls dans cette situation.

Je me rends compte qu'ils sont très demandeurs car ils se plaignent de rester deux semaines ou plus sans aller à la formation. C'est vrai que la réalité économique prime et que le travail reste prioritaire. Lorsque nous entrons dans un cycle de production, nous avons besoin de l'effectif total et ils ne peuvent suivre la formation. Dès la baisse de l'activité, ils reprendront leur cours.

**Cette formation aux savoirs de base servira aussi à des formations plus qualifiantes ?**

Pour certains, oui. Je pense notamment à un salarié embauché voilà trois ans comme ouvrier qualifié et qui occupe aujourd'hui le poste de chef de ligne. Je l'ai effectivement prévenu que pour aller encore plus loin, il fallait qu'il acquière les bases. Notre nouvelle usine avec une machine performante est prévue dans deux ans. D'ici là, il aura le temps de se perfectionner et pourra à suivre une formation plus pointue.

**Pourquoi, aujourd'hui, les entreprises se rendent compte de l'importance des savoirs de base ?**

Une chose est claire : tout devient plus rigoureux avec des réglementations et des obligations légales à respecter. Ce côté législatif prédomine avec le respect des normes européennes, des documents à remplir, des directives à lire, des rapports de rendement à rédiger... Les traces écrites deviennent incontournables. La bonne maîtrise de la langue est indispensable à tous les niveaux de l'entreprise, quelque soit le poste occupé. A un certain moment, grâce à des dérogations octroyées en Guyane, on pouvait travailler. Ce n'est plus le cas maintenant.

Dans l'agro-alimentaire, les réglementations sont très strictes et s'il y a un problème, c'est moi le responsable. Je dois donc faire en sorte que mes employés respectent les consignes et pour les respecter il faut les comprendre. J'ai besoin de beaucoup de rigueur. Plus les salariés seront compétents, plus l'entreprise sera compétitive sur le marché.

**Comment voyez-vous l'avenir ?**

Pour monter en puissance nous allons nous déplacer vers un site à Rémire. Une entreprise qui évolue est obligée de faire évoluer son personnel. Nous embaucherons mais je suis avant tout pour la promotion interne et donne d'abord leur chance aux employés déjà en place. J'ai toute confiance dans les salariés qui ont 10 à 15 ans d'expérience mais je pense indispensable qu'ils puissent acquérir les bases qui leur manquent pour être plus performants et plus à l'aise dans leur travail, mais aussi dans la société.

Une mauvaise compréhension est souvent source de conflit et qui dit incompréhension dit mauvaise humeur, mauvaise ambiance avec une situation qui peut dégénérer.

Jocelyn Médaille, directeur de l'entreprise COGUMER

*« Je pense indispensable qu'ils puissent acquérir les bases qui leur manquent pour être encore plus performants et plus à l'aise dans leur travail, mais aussi dans la société »*

*Jocelyn Médaille*

## Replacer les savoirs de base dans le contexte et informer

Depuis l'ouverture des UFB, un important travail d'information a été mené auprès des entreprises. Ce travail, conduit par les Pôles Locaux d'Animation, porte ses fruits, mais il reste encore beaucoup à faire notamment pour replacer les savoirs de base dans le contexte de l'entreprise. Pour Baptiste Labeyrie, « *tant qu'on n'a pas trouvé de besoins formels dans l'entreprise, il vaut mieux ne pas s'engager. L'intérêt social n'est pas un vrai intérêt pour l'entreprise.* » On peut donc vouloir former ses salariés aux savoirs de base mais si l'intérêt économique ne prime pas, ça ne fonctionnera pas. De plus la petite taille des entreprises en Guyane ne favorise pas le départ en formation de tout un groupe de salariés. « *Souvent les formations deviennent nécessaires en cas d'obligation légale,* » constate Baptiste Labeyrie. « *L'idée, aussi, est d'amorcer la pompe : un salarié peut ensuite intégrer prétendre à une formation dans le cadre du CIF.* »

Parce que ce type de démarche reste nouvelle en Guyane ou ailleurs, les équipes se rendent aujourd'hui compte qu'il faut rectifier les lignes directrices élaborées au départ du programme. Baptiste Labeyrie : « *je pense, avec l'expérience, qu'il est préférable de mener des projets moins ambitieux mais pour lesquels l'entreprise et les salariés verront un bénéfice à court et moyen terme. En proposant des petites formations très ciblées portant sur des aspects très concrets nous répondons à une demande réelle.* »

# L'environnement, un thème porteur pour les stagiaires

**Profitant de l'événement annuel, *la Journée mondiale de l'environnement*, le 5 juin dernier, les pôles locaux de Kourou et de l'Ouest ont proposé à leurs réseaux des manifestations autour de l'environnement, de la sauvegarde du patrimoine naturel, de la gestion des déchets... Une centaine d'usagers du PREFOB a ainsi pris part aux différentes manifestations proposées. Un franc succès où chacun a compris qu'une démarche individuelle peut devenir collective dès lors qu'il existe une réelle prise de conscience des enjeux forts que représente la préservation de l'environnement.**

*Le stand de Kawana, pendant la semaine du développement durable en 2009*

*Jeu collectif au cours d'un atelier parentalité proposé par Kawana*

*Une des nombreuses affiches réalisées par les stagiaires*

L'éducation à l'environnement est un thème très souvent sollicité par les usagers du PREFOB. Le sujet est porteur et les formateurs trouvent souvent des applications concrètes à mettre en place pour allier une problématique sociétale aux enjeux importants et l'acquisition des savoirs de base.

Par exemple, en 2009, le CICEB Kawana du Greta à Kourou a mis en place, en partenariat avec l'Association *Ne plus jeter*, tout un programme de sensibilisation à l'éco-consommation à destination des stagiaires. « *Les objectifs*, comme l'explique Emile Mamès, formateur, *sont multiples. Il s'agit surtout de vulgariser les connaissances sur les déchets, l'eau, l'énergie et l'achat. Nous nous sommes appuyés sur un événement concret et avons choisi de participer à la semaine du Développement durable qui a eu lieu du 1er au 7 avril 2009.* » Deux ateliers éco-consommation sur les thèmes de l'eau, les déchets et l'achat ont ainsi été ouverts. Les usagers de Kawana ont notamment réalisé différentes affiches mettant en valeur l'importance d'une bonne gestion des déchets. Un atelier parentalité et des animations ont également été proposés le 25 mars 2009. « *Au cours d'un jeu collectif les stagiaires et leurs enfants ont partagé un moment convivial.* » Le vendredi 3 avril, Kawana a également mis en place un stand d'exposition avec les affiches réalisées par les stagiaires. « *Nous voulions ainsi, participer activement à cette semaine de l'environnement et valoriser de cette manière le travail des stagiaires.* » explique le coordonnateur du CICEB.

## Journée mondiale et semaine d'actions

Pour cette année 2010 et dans le cadre de La journée mondiale de l'environnement, le pôle pocal d'animation de Kourou s'est associé aux CICEB Kawana du GRETA et Ti'Kozé d'OKA Formation pour proposer des actions communes autour de ce thème.

Dans la présentation du projet, Léna Couprie, chargée de communication au PLA de Kourou explique : « *en raison de l'évolution des modes de consommation et de la démographie croissante, la société guyanaise produit de plus en plus de déchets entraînant une augmentation des dépôts sauvages, le long des routes, des criques, sur la plage, en bord de forêt... Ces derniers, interdits, ont des impacts néfastes sur la santé de tous, sur l'environnement, et sur l'image de la Guyane. Pour toutes ces raisons, la gestion et la valorisation des déchets, l'évolution des comportements individuels et collectifs deviennent de véritables enjeux de société. Enseigner l'éducation à l'environnement par le biais de la prévention et de la gestion des déchets ménagers amène les personnes à réfléchir sur des situations problématiques relevant du quotidien et incite à la recherche de solutions simples à mettre en œuvre dans la vie quotidienne.* » Un discours que les stagiaires ont bien compris puisqu'ils vivent ces situations au quotidien.

Cinq jours ont ainsi été planifiés, du 31 mai au 4 juin, avec plusieurs objectifs :

• sensibiliser les stagiaires sur le thème de l'environnement ;

• permettre aux stagiaires des différents organismes de formation de se rencontrer et de travailler ensemble ;

• permettre l'usage des acquis linguistiques dans une situation dynamique (représentation théâtrale, débat, conférence...) ;

• structurer le réseau d'éducation de base, notamment le réseau des formateurs ;

• enfin, participer à un événement mondial : la journée de l'environnement, le 5 juin 2010.

Chaque jour a ainsi été l'occasion d'actions

ciblées menées grâce aux partenariats de différents organismes. Ainsi, le lundi 31 mai a été consacré à la prévention et la gestion des déchets qui ont des effets néfastes sur l'environnement et la santé. Mme Johanna Caudal, de l'Agence Régionale de la Santé, est venue animer une conférence devant une cinquantaine de stagiaires qui s'était déplacée à la médiathèque. Les stagiaires ont obtenu les réponses qu'ils souhaitaient sur les moustiques et les maladies qu'ils transmettent, principalement la dengue. Les photos présentées sur les dépôts sauvages ont permis de faire prendre conscience du risque des déchets sur la santé de tous.

Le lendemain, 55 usagers des CICEB ont suivi l'intervention de Monsieur Olivier Courquin, responsable activité Déchets chez ENDEL GDF-SUEZ. « *Il a été nécessaire de contextualiser les problématiques abordées afin que tout le monde puisse comprendre les informations transmises. Les différents films présentés aux stagiaires ont également permis d'appuyer le propos. Des QCM interactifs ont été aussi un moyen d'évaluer l'acquisition des informations et d'engendrer de nouveaux débats* », explique Léna Couprie dans son bilan.

Mercredi, jour des enfants, les stagiaires sont venus en famille assister au spectacle de marionnettes présenté par l'équipe de formateurs. Les marionnettes ont beaucoup plu aux enfants, ainsi qu'aux parents. Tous ont répondu aux questions que leur posaient les animaux sur les déchets. Le message de ne plus jeter ses déchets n'importe où semble avoir été entendu par les participants.

La projection du film Home, du réalisateur Yann Arthus Bertrand était le point fort de cette quatrième journée. Les 55 stagiaires présents ont ainsi abordé, à travers les magnifiques images de ce film les thèmes du réchauffement climatique, de l'épuisement des ressources, de l'extinction des espèces, de l'homme ayant mis en péril sa propre demeure. Des chercheurs du CIRAD et de l'INRA, ont pu, à l'issue de la projection répondre aux interrogations des quelques stagiaires ayant osé prendre la parole. Toutefois, le film a beaucoup touché les apprenants qui ont demandé à le revoir.

Pour clôre cette riche semaine de l'environnement, le Pôle Local d'Animation et les deux CICEB ont organisé une opération « *Plage propre 2010* ». Une quarantaine de stagiaires, accompagnés des formateurs et de l'équipe du pôle, étaient présents, tous armés de sacs poubelles, gants, casquettes et crème solaire pour libérer la plage kouroucienne de ses détritus en tout genre ! Plus de 500 litres de déchets ont été ramassés tout au long du parcours.

Pour Léna Couprie, « *ce type d'action est à reconduire car tous, stagiaires et formateurs, ont apprécié cette semaine et l'ont trouvée riche en informations. L'amélioration qu'on pourrait apporter serait peut-être de mener un travail un peu plus en amont, ceci afin de permettre aux usagers de mieux s'investir.* » A l'issue de cette semaine, un livret résumant ces cinq journées d'animation avec photos a été remis à chaque stagiaire. Une manière pour eux de garder en mémoire cet événement.

*Le public du spectacle de marionnettes*

*Opération Plage Propre 2010*

Le réseau du PREFOB travaille avec le réseau pour l'éducation à l'environnement qui nous aide à mener ces actions.

Nous remercions particulièrement de leur collaboration le GRAINE Guyane, la SEPANGUY, l'ADNG, l'ADEME, *Ne plus jeter*, qui sont toujours attentifs à nos demandes et qui savent écouter les apprenants.

## *A Saint-Laurent du Maroni, un Arbre à Palabres mobilise les usagers*

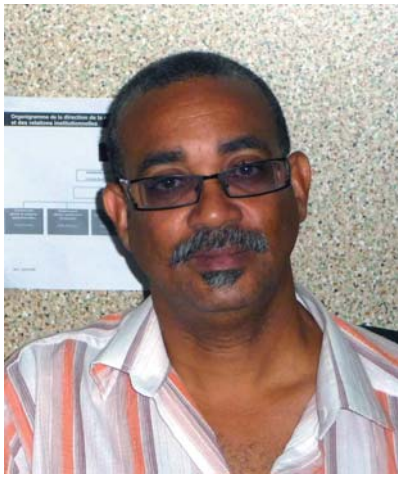
A l'initiative du Pôle Local d'Animation et en partenariat avec l'association GRAINE, les CICEB de l'ouest (Iracoubo-Sinnamary, Mana et Saint-Laurent du Maroni) ainsi que l'Équipe d'Éducation Populaire ont organisé une grande manifestation, le 16 juin dernier, autour des thèmes de l'environnement. A défaut de baobab, l'Arbre à Palabres a été remplacé par un manguier, au camp de la transportation de Saint-Laurent.

L'objectif de la manifestation était de lier éducation à l'environnement et apprentissage des savoirs de base en mettant en valeur les productions des apprenants. Des échanges d'expériences ont pu être menés entre les différentes structures. Cette sensibilisation à l'éco-citoyenneté et au respect de l'environnement s'est adressée aux usagers du réseau PREFOB mais également aux collégiens et au grand public.

Au programme de la manifestation : une exposition des réalisations des stagiaires, des projections de films, et des chansons sur l'environnement interprétées par les élèves du collège Paul Jean-Louis. Durant toute la journée, des ateliers pratiques et ludiques proposés par les associations et les organismes institutionnels invités ont notamment permis aux visiteurs de s'initier à la fabrication de papier recyclé, réaliser du matériel de jonglage à partir d'objets de récupération, découvrir le cycle de l'eau, participer à un atelier d'écriture autour du thème « poèmes naturels »... Près de 200 personnes ont ainsi participé à cet événement populaire.

# Pôle Emploi, un partenaire incontournable du dispositif

**Le 1er janvier 2009, l'ANPE et l'ASSEDIC fusionnaient en une seule et même entité : Pôle Emploi. Le but de ce rapprochement était double : faciliter les démarches des demandeurs d'emploi et simplifier et renforcer l'offre à destination des entreprises. Un an après, en Guyane, Pôle Emploi signait une convention avec le PREFOB et intégrait le comité de pilotage et le groupe des financeurs des actions menées en matière d'acquisition des savoirs de base. Jean-Yves Ursule, chef du service support aux opérations à Pôle Emploi, voit dans cette signature une volonté logique de participer activement aux programmes menés en faveur du développement économique et de l'emploi en Guyane.**



Jean-Yves Ursule, chef du service support aux opérations à Pôle Emploi

***Comment s'est organisée l'arrivée de Pôle Emploi au sein du PREFOB ?***

La lutte contre l'illettrisme et le développement des savoirs de base est une préoccupation ancienne pour ce qui concerne l'ANPE, puisqu'elle faisait partie des membres fondateurs du Dispositif de Lutte contre l'Illettrisme, le DPLI, en 1996. A cette époque, nous avions travaillé avec la Direction du travail et avec Madame Florence Foury, coordinatrice de ce dispositif.

Il s'agit aujourd'hui pour nous d'une suite logique. Au départ, nous avions des crédits de financement via la DTEFP qui permettaient de financer des actions de formation. Ces crédits de formation ont été supprimés et nous ne pouvions plus intervenir directement dans la mise en place de formation mais avons conservé, en tant que prescripteur, notre rôle d'orientation pour les demandeurs d'emploi. Avec la création de Pôle Emploi, nous avons eu des ressources financières. Pôle Emploi est aujourd'hui un acheteur de formations et c'est donc tout naturellement que nous avons intégré le groupe de financeurs du dispositif PREFOB.

***A quelle date Pôle Emploi a-t-il intégré le PREFOB ?***

Nous avons signé, début 2010, une convention et avons donc rejoint le comité de pilotage. Pour autant, depuis sa création en 2009, Pôle Emploi utilisait les possibilités offertes en termes de formations par le programme.

***Quelle est l'importance de la formation de base pour le public accueilli par Pôle Emploi ?***

Il faut distinguer deux choses. D'une part plus de 50% des personnes inscrites sont d'origine étrangère. Bien évidemment, tous les ressortissants étrangers n'ont pas besoin d'apprendre à lire et à écrire. Il nous paraît nécessaire qu'une partie des demandeurs d'emploi, qui ne maîtrisent pas le français ou plus généralement les savoirs de base, puissent avoir accès à des formations afin de faciliter leur intégration et leur recherche d'emploi. Il y a également des personnes de nationalité française qui ne maîtrisent pas les savoirs de base et parfois la langue française. Je pense aux habitants des communes isolées ou enclavées, ceux qui sont originaires des fleuves, le Maroni ou l'Oyapock et où le français n'est pas la langue première de communication. Dans notre société actuelle, nous avons de plus en plus affaire avec l'écrit. Les consignes, sont écrites, elles sont données et doivent pouvoir être bien interprétées et comprises. La communication, aujourd'hui, est très largement écrite, il paraît alors essentiel que toutes ces personnes soient a minima armées sur les savoirs de base : lire, écrire, compter… pour pouvoir s'intégrer durablement.

***Vers lesquels des trois dispositifs du PREFOB sont orientés les usagers de Pôle Emploi ?***

Selon le profil et les besoins, nous utilisons l'un ou l'autre des deux dispositifs : *Savoirs & Cultures*, avec les CICEB et *Travailler et Apprendre*, avec les UFB. Le dispositif «Apprendre en zone rurale» s'étoffe en 2011 et accueillera aussi des demandeurs d'emploi.

Les UFB ( ici, à l'ACIF) des structures adaptées aux besoins des usagers de Pôle Emploi.

### *Comment s'organisent les actions que vous proposez aux demandeurs d'emploi ?*

Chaque année, nous avons le programme de chacun des organismes de formation qui participe au PREFOB. Les conseillers, dès lors qu'ils identifient un besoin, orientent les personnes vers l'une ou l'autre des structures en vue d'une intégration.

### *Existe-t-il des actions plus spécifiques qui vous intéressent ou que vous aimeriez voir menées ?*

Nous avons demandé, pour cette année 2010, que des actions de développement des savoirs de base soient proposées autour des outils de la recherche d'emploi. Concrètement, quand on parle « *d'apprendre à écrire* », pour nous, ce qui va nous intéresser, c'est « *apprendre à écrire sa lettre de motivation, son curriculum vitae* » ; « *apprendre à lire* », c'est peut-être, « *apprendre à lire une offre d'emploi* », etc. Il s'agit donc de mettre en corrélation directe les formations proposées et les besoins de nos usagers, avec nos préoccupations d'appui à la recherche d'emploi.

### *C'est peut-être prématuré, mais avez-vous, de la part des conseillers, des retours sur les actions suivies ?*

Il est encore un peu tôt pour tirer les premières conclusions puisque cela fait à peine une année que nous sommes dans le dispositif. Un appel d'offre est actuellement en cours et qui désignera des structures qui vont conduire, pour les trois prochaines années des actions de formation. A partir de là, nous pourrons imaginer un système d'évaluation pour, à terme, pouvoir dire, si oui ou non, cela fonctionne et en tirer les conséquences.

### *Quels sont les grands chantiers menés par Pôle Emploi pour les mois à venir?*

Le premier chantier de Pôle Emploi consistera à nous rapprocher le plus possible de nos usagers. Nous avons effectivement l'intention de nous installer sur les communes de Maripasoula et Saint-Georges de l'Oyapock afin d'y avoir des agents, de manière permanente et durable, et répondre au mieux aux attentes de la population. Ce sont deux bassins d'émergence en matière d'emploi avec des projets qui se montent et dont nous devons tenir compte. Nous nous mettons donc, avec ces deux installations, en position d'accompagnement économique. Pôle Emploi projette également, dès lors que les évolutions technologiques nous le permettront, d'installer des visio-guichets dans certaines communes pour pouvoir mener des entretiens à distance avec des personnes qui ne pourraient pas se déplacer sur les sites de Pôle Emploi.

Le deuxième gros chantier est de poursuivre notre programme de développement en direction des demandeurs d'emploi et des entreprises selon la feuille de route qui nous a été assignée pour les prochaines années. Le Directeur a présenté le dialogue de performance, c'est-à-dire, ses intentions pour l'année 2011, au directeur général de Pôle Emploi, Monsieur Christian Charpy et à toute son équipe. Nous attendons le retour de la Direction générale qui va validera nos projets et notre programme pour les douze mois à venir.

# Contacts


*Kaleda*
*Centre régional de ressources*
**CFAES « Georges Rapon »**
32 bis, rue du Lieutenant Becker
BP 296
97324 Cayenne Cedex
05 94 31 83 68
***Contacts mail*** :
kaleda-florence@orange.fr
kaleda-carole@orange.fr

*Pôle local d'animation Cayenne*
**CFAES « Georges Rapon »**
69, rue Justin Catayée
97300 Cayenne
05 94 38 19 06
***Contact mail*** :
animationcayenne-reginald@orange.fr
animationcayenne-geraldine@orange.fr
animationcayenne-alice@orange.fr

*Pôle local d'animation Kourou*
**OKA Formation**
24, rue des Frères Amet
97310 Kourou
05 94 22 00 58
***Contact mail*** :
polanim.coord@oka-formation.fr
polanim.comm@oka-formation.fr

*Pôle local d'animation de l'Ouest*
**Equinoxe Formation**
Centre de Formation de l'Ouest Guyanais
24 rue Hector Rivierez
97320 Saint-Laurent du Maroni
05 94 34 02 14
***Contact mail*** :
sandra.fernandez@equinoxe-guyane.com


## Glossaire

***ANLCI :*** Agence Nationale de Lutte Contre l'Illettrisme

***CICEB*** : Centre Interculturel d'Éducation de Base

***DPLI*** : Dispositif Permanent de Lutte contre l'Illettrisme

***PLA*** : Pôle Local d'Animation

***PREFOB*** : Programme Régional d'Education et de FOrmation de Base

***UFB*** : Unité de Formation de Base

# Infos en bref

## Non à la violence faite aux femmes !

Le 25 novembre 2010, le lieu d'accueil et d'animation pour les femmes « *l'Arbre Fromager* » a organisé à Cayenne une journée de mobilisation et d'information à l'occasion de la journée nationale contre la violence faite aux femmes.

Exposition, débats et projections de films étaient au programme. Pour plus d'informations sur les actions menées : arbrefromager@yahoo.fr.

## Ensemble contre le SIDA

A l'occasion de la journée mondiale de lutte contre le SIDA, le Pôle Local d'Animation du PREFOB de l'Ile de Cayenne a organisé une action d'information et de prévention de la maladie en collaboration avec les CICEB de Cayenne et de Matoury. Jean-Luc BAUZA, de l'association « *Roule Galette* » est intervenu au Centre de Langues et à l'AFPA. Il a proposé un spectacle de prévention aux stagiaires et formateurs le 6 décembre 2010 au Centre de Langues à Cayenne, les 7, 9 et 10 décembre 2010 à l'AFPA à Matoury

Contacts : Pôle Local d'Animation, Alice HEU, animationcayenne-alice@orange.fr

# Le site du trimestre...

## www.sorosoro.org
## Pour que vivent les langues du monde !

Sorosoro signifie « *souffle, parole, langue* » en araki (langue du Vanuatu). Sorosoro est le nom d'un programme de sauvegarde des langues menacées.

Ce site présente de nombreuses informations sur les langues du monde (les familles de langues, les dialectes, les créoles, pidgins et koinès) et les langues en danger (des repères, pourquoi sauver les langues). Pour tous ceux que la diversité culturelle et linguistique intéresse...